

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Pass culture : le plafonnement de la part collective décidé par le MEN pour 2024-2025 crispe les syndicats

Emmanuel Fontaine

5-7 minutes

Plafonner la dépense de la part collective de Pass culture "au niveau national, pour la période janvier-juin 2025, à hauteur de 50 M€" : c'est l'annonce faite par les rectorats aux chefs d'établissement le 30 janvier 2025, sur consigne du MEN. Ce dernier invoque auprès d'AEF info "le contexte budgétaire actuel" et indique qu'il "a été demandé aux services académiques de concentrer leur attention sur les établissements n'ayant pas encore réservé d'action culturelle". Des syndicats de personnels de l'Éducation nationale dénoncent une décision précipitée, qui "menace des projets prévus".



"Faire de la culture la variable d'ajustement du ministère pour faire des économies n'est pas acceptable", dénonce la CGT Educ'action dans un communiqué du 31 janvier 2025.

Shutterstock - AnnaStills

Dans un courrier envoyé aux chefs d'établissement scolaire le 30 janvier 2025, et qu'AEF info a pu consulter, les services des rectorats indiquent que "le budget prévisionnel annuel de l'exercice 2025 de la part collective du Pass culture inscrit au PLF 2025 a été [fixé] à hauteur de 72 M€". Des crédits en baisse de 25 M€ par rapport à 2024, où 97 M€ avaient été dépensés.

Sur les 72 M€ prévus, "22 M€ demeureront disponibles sur la période septembre-décembre 2025", ce qui conduit le ministère de l'Éducation nationale à "plafonner la dépense au niveau national pour la période de janvier à juin 2025, à hauteur de 50 M€."

Le plafond disponible pour l'année scolaire 2024-2025 sera "rapidement atteint"

Contacté par AEF info, le ministère de l'Éducation nationale confirme ce plafonnement à 50 M€ pour janvier-juin 2025, et indique qu'il s'inscrit dans "le contexte budgétaire actuel" et vise à "permettre aux actions culturelles de se tenir jusqu'à la fin de l'année scolaire, tout en disposant de crédits suffisants pour qu'elles reprennent à la rentrée scolaire de septembre 2025".

Cependant, sur ces 50 M€, plus de 40 millions "sont d'ores et déjà engagés pour l'année civile 2025" et le plafond "sera donc très rapidement atteint", souligne le courrier. Le MEN indique ainsi qu'il "a été demandé aux services académiques de concentrer en particulier leur attention sur les établissements n'ayant pas encore réservé d'action culturelle".

Les rectorats invitent les chefs d'établissement à "valider sans délai les offres pré-réservées déjà présentes dans le logiciel 'Adage'", car une fois le plafond atteint, il ne leur sera "plus possible de confirmer des réservations concernant de nouvelles offres pour l'année scolaire 2024-2025". Ils enjoignent également à "privilégier les projets structurants et ceux sur lesquels votre établissement s'est engagé pour l'année scolaire".

"on ne peut pas couper les vivres du jour au lendemain" (Bruno Bobkiewicz, SNPDEN-Unsa)

"On ne peut pas travailler comme ça, on ne peut pas couper les vivres du jour au lendemain", s'indigne Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, lors de la conférence de presse de l'organisation le 31 janvier 2025.

Il estime que la situation va mettre en tension les enseignants et les chefs d'établissement, habitués à un fonctionnement d'attribution des fonds sur l'année scolaire et non civile. Le secrétaire général du syndicat dénonce ainsi la méthode employée par le ministère de l'Éducation nationale : "le message c'est : dépêchez-vous de valider vos projets, dans 10 millions c'est fini".

Bien que le Pass culture soit "une aubaine", admet-il, il précise qu'avant la mise en place du dispositif, les établissements ont "été capables de faire sans", à savoir proposer des sorties culturelles sur leur propre budget "mais dans des volumétries bien plus basses : là on ne peut plus compenser", souligne-t-il.

Pour faire des économies, Bruno Bobkiewicz suggère plutôt de "toucher au SNUJ, au 'pacte enseignant' ou au dispositif 'Notre école faisons là ensemble'". L'organisation syndicale fustige enfin une logique de "stop-and-go" déjà vécue l'an dernier en matière d'heures supplémentaires ([lire sur AEF info](#)), et demande de "suspendre la décision et de mettre en place un groupe de réflexion".

la culture est "une variable d'ajustement", dénoncent Les syndicats

Dans un communiqué du 31 janvier, la CGT Educ'action souligne que "les équipes ont été totalement prises au dépourvu et mises devant le fait accompli" et indique que "faire de la culture la variable d'ajustement du ministère pour faire des économies, n'est pas acceptable". L'organisation exige "un budget suffisant pour le financement intégral pour tous les élèves d'une activité pédagogique et culturelle en lien avec les partenaires extérieurs" et "un changement radical d'orientation budgétaire".

Sur Bluesky, la secrétaire générale du Snes-FSU, Sophie Vénétiay, dénonce une "info soudaine, de nombreux projets menacés" et regrette que la culture soit "encore une fois une variable d'ajustement".

De son côté, la CFDT-EFRP constate que "les équipes de direction sont sommées de travailler dans l'urgence sur un sujet pourtant crucial dans la vie des établissements" et

regrette que "les décisions se prennent dans la précipitation et sans la moindre considération pour leurs conséquences concrètes sur le terrain".

Enfin, la FCPE dénonce "une décision unilatérale, subite et incompréhensible qui pénalise directement l'accès à la culture pour des milliers de jeunes" et appelle le gouvernement à "reconsidérer sans délai cette décision et à garantir les sorties programmées depuis de longs mois dans les établissements scolaires".